



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

***Appel d'offres ouvert
N°2025/0081/EdA-DA/Fourniture de sandwiches et
produits alimentaires de vente à emporter au profit des
clients du dispositif « Vivres Métropole » dans le cadre du
dispositif de l'intermédiation contractuelle (IC) du
29/01/2025***

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Annexe 1 - Liste des clients du dispositif « Vivres Métropole »
- Annexe 2 - Tableau déclaratif des chiffres d'affaires mensuels
- Annexe 3 - Tableau mensuel récapitulatif des factures
- Annexe 4 - Demande de référencement de nouveaux produits
- Annexe 5 - Modalité de fonctionnement de la carte achat
- Annexe 6 - Coordonnées EdA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE..	4
2.1. Parties contractantes	4
2.2. Forme et nature de l'accord-cadre à bons de commande	4
2.3. Durée de l'accord-cadre à bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l'accord-cadre à bons de commande	5
2.5. Clause de réexamen.....	5
2.6. Non-reconduction.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces.....	6
3.3. Documents de référence	7
ARTICLE 4 – EVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS	7
4.1. Produits de substitution	7
4.2. Prix promotionnels	8
4.3. Référencement de nouveaux produits	8
4.4. Saisonnalité du catalogue	8
ARTICLE 5 – PRIX	8
5.1. Détermination.....	8
5.2. Ajustement	9
5.3. Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 6 – COMMANDES	10
6.1. Passation des commandes	10
6.2. Modification de commande client.....	11
ARTICLE 7 – LIVRAISON	11
7.1. Délai de livraison	11
7.2. Conditions de livraison	11
7.3. Bons de livraison	12
7.4. Contrôle à la livraison	12
7.5. Responsabilité du titulaire	13
7.6. Fiche incident.....	13
7.7. Contacts d'urgence EdA.....	13
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIERES	14
8.1. Facturation.....	14
8.2. Modalités de règlement	14
8.3. Délai de paiement.....	14
8.4. Intérêts moratoires.....	14

8.5. Nantissement	15
8.6. Acomptes et avances	15
8.7. Rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.....	15
ARTICLE 9 – SUIVI ET EVALUATION TITULAIRE	16
ARTICLE 10 – MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES - SANCTIONS - RESILIATION	17
10.1.Pénalités	18
10.2.Exécution aux frais et risques du titulaire	19
10.3.Résiliation.....	19
ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE	20
ARTICLE 12 – CONSIGNES DE SECURITE.....	20
ARTICLE 13 – LITIGES	21
ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	21

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la fourniture de sandwiches et produits alimentaires de vente à emporter. Il s'agit de produits alimentaires destinés aux clients du dispositif « Vivres Métropole » dans le cadre de l'intermédiation contractuelle.

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC) ; il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA (Centres de Production Alimentaire) : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les groupements de soutien de base de défense ;
- les cercles mess ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

Les sandwiches et produits alimentaires de vente à emporter, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

L'accord-cadre est conclu entre :

✎ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son Directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».

✎ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande (Art. R2162-1 et suivants du code de la commande publique), issu d'un appel d'offres ouvert avec un maximum financier annuel, établi en suivant les règles détaillées du code de la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code précité.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées au sein des annexes 1 et 2 à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible pour une période de deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette première période de trois (3) ans, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 1^{er} juillet 2025.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par avenant dans les cas suivants :

- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande ;
- toute autre modification non substantielle et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Ou par ordre de service dans les cas suivants :

- l'intégration de nouveaux clients ;
- l'ajout ou le retrait de produits ;

2.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- augmentation du montant maximum de 25% pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50% du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.
- modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur : celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard : quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la première période de trois (3) ans, deux (2) mois avant la fin du semestre pour la deuxième période d'un (1) an. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

Non-reconduction par le titulaire : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins : quatre (4) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la première période de trois (3) ans, deux (2) mois avant la fin du semestre pour la deuxième période d'un (1) an. Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Tout changement doit être approuvé expressément par les deux parties avant d'être applicable. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées infra :

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 14 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014, lien internet : https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/guide-2014_140214_V2_cle03f4ef.pdf).

3.3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les énumérations du présent document, les spécifications techniques du Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et Nutrition (GEMRCN), le code des usages professionnels, les recommandations et normes applicables aux produits sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des documents.

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le titulaire doivent être **fiables et cohérentes**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution afin de pallier cette carence. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé dès que le titulaire a connaissance de la rupture et le titulaire doit fournir la fiche technique du produit de substitution. Le titulaire doit obtenir l'accord écrit express du pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution. Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés ;
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur. Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Après accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur intègre dans son système d'information les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 10.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 10.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits ou de produits dont la DLC est trop proche pour en permettre une distribution conventionnelle.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dans la limite de 10% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur. Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire adresse une proposition tarifaire au pouvoir adjudicateur ;
- après discussions, le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits.

4.4. SAISONNALITE DU CATALOGUE

Le marché étant soumis à une forte saisonnalité, la gamme de produits peut être modifiée deux fois par an avec des ajouts et retraits de produits.

Les nouveaux produits ainsi référencés par ordre de service suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DÉTERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont hors taxes, unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, franco de port, c'est-à-dire des prix comprenant la livraison chez les formations clientes.

Les prix sont fixés dans les « conditions tarifaires de l'offre FRANCO », objet de l'annexe 1 à l'acte d'engagement, et sont fermes sur la première période à compter de la notification de l'accord-cadre à bons de commande.

Durant l'exécution, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement et l'emballage ;
- la livraison chez les formations clientes ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle établie à 2%.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est avril 2025.

5.2. AJUSTEMENT DE PRIX

L'ajustement des prix est annuel et se fait à la baisse comme à la hausse.

Les premiers ajustements ont lieu à la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Les ajustements ultérieurs ont lieu à la même date chaque année.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer un ajustement de prix dans le cadre d'une négociation tarifaire. Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail, **les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande**. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.

Les ajustements sont calculés sur la base de documents justifiant les demandes d'ajustement

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- la décomposition des prix des produits ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, etc.

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence.

En cas d'ajustement proposé par l'EdA, ce dernier s'appuie sur des baisses dont il a connaissance, en tenant notamment compte des indices professionnels.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Les nouveaux prix prennent effet à la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

5.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de dépassement du montant de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 5 % par an par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation

ARTICLE 6 – COMMANDES

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées directement par les formations clientes au carton, colis, à la couche palette ou palette en fonction des produits (cf. annexes 1 et 2 à l'Acte d'Engagement).

La liste de toutes les formations clientes figure en annexe 1 au présent document.

La quantité et montant minimum de livraison sont indiqués par le titulaire dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Dans les cas où cette quantité ou ce montant minimum ne sont pas respectés, le titulaire a la faculté d'imputer des frais précisés dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande :

LES FORMATIONS CLIENTES PASSENT COMMANDE AU TITULAIRE



LE TITULAIRE AJUSTE LES COMMANDES AVEC LES FORMATIONS CLIENTES (propositions de substitutions éventuelles, optimisation des quantités commandées, des coûts logistiques par groupage de commandes dans la mesure du possible, adaptation des moyens de transport, etc.)



LE TITULAIRE CONFIRME LA COMMANDE, PAR ÉCRIT ET LES PARTIES L'ENTÉRINENT



LE TITULAIRE LIVRE LES COMMANDES SELON LES CONDITIONS TARIFAIRES PRÉCISÉES DANS L'ANNEXE 1 A ACTE D'ENGAGEMENT



LES FORMATIONS CLIENTES RÉCEPTIONNENT ET ATTESTENT DU SERVICE FAIT



LE TITULAIRE TRANSMET LA FACTURE À L'ORGANISME CHARGÉ DE LA LIQUIDATION ET DE L'ORDONNANCEMENT



LES FORMATIONS CLIENTES PAIENT LE TITULAIRE



LE TITULAIRE PAIE À L'EDA SA RÉMUNÉRATION MENSUELLE ÉTABLIE SUR LA BASE DES DOCUMENTS FOURNIS (cf. annexes 2 et 3 du présent CCAP)

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'adresse et le nom de la formation cliente ;
- la nature des produits ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées et le montant unitaire de chaque produit ;
- le montant total de la commande ;
- la date de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée à passer les commandes.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la

marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

6.2. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, la formation cliente peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

ARTICLE 7 – LIVRAISON

7.1. DÉLAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est le délai fixé par le titulaire à l'annexe 2 à l'acte d'engagement et correspond au délai maximum qui lui est nécessaire pour livrer les produits d'une commande passée par la formation cliente lorsque la commande est passée le jour J avant 17 heures. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de livraison est indiquée sur ce même bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe la formation cliente.

Le titulaire a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 95% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. art 10.1 du présent CCAP). Le titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. La formation cliente décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le titulaire et la formation cliente pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du titulaire, la commande est considérée comme nulle.

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

7.2. CONDITIONS DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage, aux adresses indiquées à l'annexe 1 au présent CCAP.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande livre les produits à la formation cliente dans les conditions définies ci-après :

- les livraisons sont effectuées selon les montants minimums de commande toutes taxes comprises hors TVA définis par le titulaire dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ;
- le titulaire doit impérativement respecter les délais de livraison indiqués dans cette même annexe.

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Accès aux sites sécurisés : les formations clientes peuvent être des sites sensibles et donc leur accès, réglementé. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre afin de se mettre en conformité avec les éventuelles contraintes d'accès et de circulation intérieure des sites clients.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

L'étiquetage des produits et colis est conforme au règlement INCO 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Les jours et heures de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et la formation cliente concernée. Deux impératifs doivent être conciliés : d'une part, un approvisionnement régulier de la formation cliente qui doit s'efforcer de massifier ses commandes en tenant compte de ses capacités de stockage et, d'autre part, la nécessité d'organiser des tournées de livraisons cohérentes permettant d'optimiser les coûts de transport. La prise en compte du bilan carbone conduit également à la recherche d'une optimisation des tournées.

7.3. BONS DE LIVRAISONS

Toute livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison. En l'absence de ce dernier, la livraison est refusée par la formation cliente. Le bordereau de livraison est établi en deux exemplaires émargés par les deux parties dont un exemplaire est réservé au fournisseur et un exemplaire remis lors de la livraison de la marchandise.

Le bordereau de livraison doit comporter :

- les coordonnées de la société ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande;
- les références de la commande ;
- l'identification de la formation cliente destinataire ;
- les codes articles ;
- les quantités livrées par article ;
- les montants unitaires des produits en euros (hors taxes) ;
- le montant total à payer en euros (hors taxes) ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et formation cliente).

Un exemplaire du bon de livraison émargé doit être annexé à la facture pour son paiement. Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

7.4. CONTRÔLE À RÉCEPTION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

Toutefois, par dérogation au CCAG/FCS et en fonction des contrôles effectués sur le quai de réception de la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison. Les produits facturés, mais constatés manquants lors du contrôle des produits effectués par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

La formation cliente (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique) ;
- respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- conformité des documents de transport et de livraison ;
- conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- comptage des supports par référence (colis, palettes, etc.) ;
- état apparent des colis ;
- contrôle des lots ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits ;
- températures de l'enceinte du véhicule et température des colis qui est contrôlée entre les colis et la porte fermée.

La température d'acceptation est celle de la réglementation en vigueur. Lors de l'ouverture des colis, et dans les 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison, si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de

refuser les marchandises concernées. Il adresse un courriel au titulaire (avec copie à l'EdA) relatant l'incident.

Le titulaire fait connaître par retour s'il souhaite reprendre la marchandise ou s'il demande à la formation cliente de procéder à sa destruction et doit indiquer dans ce cas les conditions et procédures réglementaires à suivre. Les frais de reprise ou de destruction de la marchandise sont à la charge du titulaire. La reprise, si elle est choisie par le titulaire, doit être opérée sous 7 jours au plus (sous réserve de la possibilité technique de conserver les produits défectueux). Passé ce délai, la formation cliente procède à la destruction des produits concernés.

7.5. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le titulaire et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave et un motif de résiliation.

7.6. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., la formation cliente est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. Une fiche incident est rédigée par la formation cliente ou son représentant indiquant le motif et la date de l'incident constaté. La formation cliente adresse au titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 2 jours ouvrables. Les pénalités peuvent être imputées automatiquement au titulaire.

Les frais supplémentaires de renvoi, retour ou destruction sont facturés au titulaire en déduction de la facture suivante par l'application des pénalités définies à l'article 10.1 du présent CCAP.

7.7. CONTACTS D'URGENCE EdA

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, en semaine (heures ouvrables), week-ends et jours fériés le titulaire s'engage à prévenir les interlocuteurs mentionnés dans l'annexe 6 au CCAP.

*Nota Bene : Hormis les alertes sanitaires, l'officier de permanence est aussi joignable les week-ends et jours fériés pour des urgences d'ordre informatique (virus informatique, dysfonctionnement de l'EDI...), logistique (problème sur une livraison sensible) ou tout autre urgence nécessitant son recours.

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. Émission et envoi des factures

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

8.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéros et dates d'établissement de la facture ;
- les numéros et dates de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéros et dates du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le cas échéant ;
- les dates et signatures.



Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la formation cliente - est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la formation cliente et son organisme de paiement au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

Un mode de règlement par carte achat est aussi possible. Les modalités de fonctionnement de la carte achat sont détaillées en annexe 5 au présent document.

8.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, la formation cliente en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT (HORS CARTE ACHAT)

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée.

8.7. REMUNERATION DE L'EDA AU TITRE DE L'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

Elle se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires HT réalisé chaque mois.

Le pourcentage de rémunération est indiqué à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, de l'ensemble des marchandises commandées sur l'accord-cadre à bons de commande du titulaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée. L'ajout ou la substitution de produits ainsi que les commandes de dépannage destinées à des clients qui ne sont pas indiqués dans l'annexe 1 au présent document doivent être incorporées dans la déclaration du chiffre d'affaires du titulaire.

8.7.1. Procédure

Les adresses électroniques des divers interlocuteurs de l'EdA prenant part à la procédure décrite ci-dessous figurent au sein de l'annexe 6 au présent document.

➤ ***Déclaration de chiffres d'affaires***

Le titulaire doit fournir mensuellement, dans les 10 jours ouvrés suivant la fin du mois concerné, sous forme de fichier de type EXCEL l'annexe 2 au présent document avec différentes données à indiquer.

Les données financières sont en euros H.T.

Ces données sont adressées aux chargées de facturation indiquées en annexe 6 au présent document.

➤ ***Mode de paiement***

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur émet une facture.

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture.

➤ ***Contrôle des éléments communiqués***

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier ou par mail, une fois par an dans le courant du 1er semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

➤ ***Intérêts moratoires***

À défaut de paiement dans les 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires sont dus à partir du lendemain de la fin du délai de paiement, et ce, jusqu'à la date incluse du règlement du montant principal.

En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.7.2. Défaut de déclaration

➤ ***Déclaration erronée***

En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent.

En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10 % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.

➤ ***Défaut de déclaration***

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le CA du mois écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 10.1 du présent document.

ARTICLE 9 – SUIVI ET ÉVALUATION TITULAIRE
--

9.1. OBJECTIF

Cette clause vise à établir les modalités de suivi et d'évaluation de la performance du titulaire afin d'assurer la bonne exécution des prestations, la qualité et la conformité des produits fournis dans le cadre du présent accord à bons de commande.

9.2. DESIGNATION DES RESPONSABLES

Chaque partie désigne un correspondant chargé du suivi de l'accord-cadre à bons de commande. En cas de changement de correspondant, la partie concernée s'engage à informer l'autre partie sans délai et à nommer un nouveau correspondant de même compétence.

9.3. VISITES DE CONTROLE

L'acheteur, accompagné de toute personne habilitée par ce dernier, peut effectuer des visites de contrôle dans les locaux du titulaire pendant les jours ouvrables. Ces visites visent à s'assurer de la conformité des produits alimentaires aux spécifications contractuelles. L'acheteur s'assure également que les engagements « achats responsables » de l'annexe 3 à l'acte d'engagement sont respectés.

9.4. RAPPORTS DE SUIVI

Le titulaire s'engage à fournir des rapports de suivi semestriels détaillant les performances en termes de qualité, de livraison et conformité aux spécifications contractuelles au plus tard 15 jours avant les réunions de suivis. Ces rapports sont examinés lors des réunions de suivi semestrielles.

9.5. REUNIONS DE SUIVI

Des réunions de suivi sont organisées tous les semestres pour évaluer la performance du titulaire et échanger des éventuelles améliorations à apporter. Les décisions prises lors de ces réunions sont consignées dans des comptes rendus signés par les deux parties.

9.6. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Les performances du titulaire sont évaluées selon les critères suivants :

- Qualité des produits : nombre de non-conformités détectées ;
- Livraison : respect des horaires de livraison, taux de service, nombre de dérogations des DLC ;
- Réactivité : temps de réponse aux demandes et aux réclamations de l'acheteur ;
- Mesures correctives ;
- Suivi des engagements « achats responsables » (annexe 3 à l'acte d'engagement).

En cas de non-conformité ou de performance insuffisante, le titulaire s'engage à mettre en place des mesures correctives dans un délai convenu avec l'acheteur. Un suivi de la mise en place de ces mesures est effectuée lors des réunions de suivi semestrielles.

ARTICLE 10 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 10.1	Défaillance temporaire du Titulaire	Défaillance du Titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 10.1)	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au Titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

10.1. PENALITES

Retard de livraison	En cas de retard répété de livraison des produits, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT par livraison concernée.
Taux de service non atteint	Le titulaire s'engage à un taux de service de 95% . Le taux de service est calculé de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés. Si le taux de service est inférieur à 95%, il est fait application de la pénalité suivante : $P = V \times 10\%$ Avec : P = montant de la pénalité ; V = chiffres d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés. Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement.
Modification fautive du référentiel produit	Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié . L'application de ces pénalités n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.
Non-conformité générale	En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses de laboratoire ou tout autre motif dûment constaté par le Pouvoir Adjudicateur ou la formation cliente (exemple : non-respect des DLC), une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée. Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non conformes dans un délai de 7 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (formation cliente). Si la reprise nécessite le transport des produits non conformes, les frais de transport sont à la charge du Titulaire. À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante. La récurrence d'analyses de laboratoire non conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 10.3.3. du présent CCAP.
Alerte sanitaire	En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit : 20% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif >1 M€. Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.
Retard de paiement de l'IC	Dans le cas où le titulaire omet de communiquer dans les délais susmentionnés le chiffre d'affaires (CA) du mois écoulé au pouvoir adjudicateur, ce dernier établit sa facture, au vu de la déclaration fournie par les formations clientes, majorée de 3 % du CA réalisé sur le mois concerné.
Dispositions communes	Les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur ou la formation cliente. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.

10.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 € HT.

10.3. RÉSILIATION

10.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation qui peut intervenir sous un délai minimum de deux (2) mois à réception de la demande. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse

préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du titulaire. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 12 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Le personnel du titulaire doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- dans le cas d'enceinte militaire, à l'entrée du site, à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 13 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre	Article 4.1
Article 6.1	Passation des commandes	Article 3.7.1
Article 7.4	Contrôle à réception	Articles 28, 30.1 et 30.4
Article 7.5	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 10.1	Pénalités	Article 14
Article 10.2	Exécution aux frais et risques du titulaire	Article 45
Article 10.3	Résiliation	Articles 38 à 40 et 42